

Eli Martel, « francogène : » « ... qui n'auraient jamais dû être assimilés »

Fernan Carrière

Numéro 29, hiver 1983–1984

Être franco-ontarien-ontarois?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/43825ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carrière, F. (1983). Eli Martel, « francogène : » : « ... qui n'auraient jamais dû être assimilés ». *Liaison*, (29), 42–43.

Eli Martel, « francogène : » « ... qui n'auraient jamais dû être assimilés »

par
Fernan Carrière

Eli Martel n'était pas aigre, mais il paraissait avoir été blessé, sans pourtant l'avouer. Ca se passait il y a deux ans, à l'ouverture du Centre des jeunes de Sudbury : les députés de la région et les ministres, tant au niveau provincial que fédéral, y avaient été invités. Le député de la circonscription provinciale de Sudbury-est, où se situe le Centre des jeunes, n'avait pas été invité à cet événement important pour la communauté francophone de Sudbury.

Eli Martel m'a raconté cet incident en réponse à la question suivante : qu'est-ce que le leadership officiel et traditionnel franco-ontarien pourrait faire pour rejoindre ces francogènes, c'est-à-dire ces personnes dont les parents étaient francophones mais qui ne le parlent plus?

Le député de Sudbury-est, Monsieur Eli Martel est un « francogène » ; autrement dit, sans connotation péjorative, « ... as a matter of fact », un assimilé.

Au cours d'une entrevue de plus d'une heure qu'il m'accordait dans son bureau à Queen's Park, le leader parlementaire des Néo-démocrates avouait, bien simplement et sans détour, qu'il n'avait pas de réponses à toutes les questions que je lui posais. Vers la fin de notre entretien, il répétait de plus en plus souvent : « I'm not sure if I'm making sense. » Avouons que personne n'a guère réfléchi à ces questions :



« I wish I could give you an easy answer »

comment faire pour tendre une main aux « francophones » d'origine, pour les sensibiliser aux dimensions socio-culturelles de la réalité francophone en Ontario? Reconnaissons que le leadership francophone en Ontario et au Canada a plutôt tendance à mépriser les « assimilés » et ne se pose pas ces questions.

Le jeune Eli Martel n'a guère eù l'occasion d'apprendre le français à l'école ni de vivre en français dans sa communauté. Il a grandi dans un milieu où les francophones étaient presque aussi nombreux que les Italo-canadiens et où les anglophones d'origine étaient majoritaires à 60% : Caprèol. Il n'y avait pas d'école primaire française, voire même mixte, à Caprèol à cette époque. En 1968, lorsqu'Eli Martel défait le conservateur sortant Monsieur Gaston Demers et devient député de Sudbury-est, il n'y avait que 63 élèves dans la section française de l'école primaire dont il était le directeur depuis le début de la décennie.

Lorsqu'il a tenté de réapprendre le français, beaucoup plus tard, en retournant aux études pour se perfectionner, il n'a pas ressenti l'appui ou la compréhension nécessaire à l'ap-

prentissage de ce qui était devenu pour lui une deuxième langue : « Nothing cuts you up more... nothing destroys your confidence... » autant que lorsqu'on te dit de le dire en anglais, me confie-t-il. Il reconnaît que les francophones qui le découragent ainsi ne le font pas de mauvaise foi.

« Too many of us have become assimilated, that should not have become so. » C'est en siégeant, pendant quatre ans au début des années 70, au Comité spécial de la Législature sur le nationalisme économique et culturel, qu'il prend conscience de l'importance de la culture française au Canada. La présence francophone au Canada, m'explique-t-il, nous sert d'écran contre l'américanisation. C'est à ce moment qu'il commence à renverser complètement ses positions sur les questions linguistiques.

Celui qui était directeur d'une école primaire partiellement mixte au cours des années 60 ne comprenait pas qu'il n'était pas suffisant d'enseigner en français, mais qu'il fallait aussi transmettre une culture. Il en avait témoigné, de façon très émouvante, au début du mois de mai 1980, à l'occasion du débat spé-

cial sur le référendum québécois à la Législature ontarienne. Ses collègues francophones qui insistaient pour organiser des petits sketchs de théâtre en classe, pour chanter et organiser des jeux en français dans la cour de l'école, étaient pour lui des « séparatistes ». Aujourd'hui, Eli Martel est non seulement favorable aux Conseils scolaires homogènes, mais voudrait aussi qu'on consolide l'enseignement du français, qu'on l'enseigne à tous les jeunes Ontariens. De plus, il proposerait qu'on enseigne une troisième langue, particulièrement aux enfants dont les parents ne sont d'origine ni française, ni anglo-britannique.

Pour le député de Sudbury-est, on devait favoriser le maximum d'échanges entre les personnes d'origine ethnique ou linguistique différente. A son avis, plus on le fera, plus des francophones pourront s'affirmer et s'opposer aux critiques du bilinguisme en soulignant que le Canada a été fondé dans une entente entre deux nations. Il me donne en exemple la région de Sudbury — une véritable communauté multiculturelle, — en soulignant que contrairement à la région voisine du Nipissing, il n'y a pas eu de problèmes pour établir les cinq écoles secondaires françaises.

Au moment où il m'accordait une entrevue, le vendredi 14 octobre dernier, le débat sur la question constitutionnelle franco-manitobaine s'était répercuté jusque dans l'enceinte de Queen's Park. Le leader parlementaire des Néo-démocrates avait naturellement tendance à devenir carrément partisan. Il déconçait à la fois les libéraux et les conservateurs qui étaient ambigus quant à la reconnaissance du fait français en Ontario. Il déconçait le manque de « statesmanship » du premier ministre ontarien. Il soulignait que son parti se tenait debout sur cette question de principe, malgré les risques de retombées négatives sur le plan politique.

Eli Martel conseille au leadership franco-ontarien de tendre la main aux communautés ethniques en imitant l'accord intervenu entre les leaders des communautés franco-manitobaine

et multi-ethnique. De façon plus étendue, il conseille aux jeunes leaders franco-ontariens de ne pas s'isoler au sein de leurs associations : il déplore qu'on ne voit jamais de leaders franco-ontariens dans les corps intermédiaires, qu'on n'y sent jamais leur présence. En me citant l'exemple des femmes qui travaillent à se tailler une place dans les syndicats, il reconnaît que ce ne sera pas facile.

Eli Martel compare la situation de plusieurs francophones à celle de la deuxième génération d'immigrants : « The kids are ashamed of mother, who doesn't speak good English... » Il m'explique que les enfants ne veulent pas apprendre la langue de leurs parents, voire qu'ils ont honte de leurs parents. Selon lui, deux systèmes de valeurs s'affrontent (entre les générations). Ainsi, plusieurs « francogènes » se sont souvent distancés de leur culture d'origine parce qu'ils la dévalorisaient : celle-ci n'était pas assez moderne, trop folklorique...

Il y a des gens qui s'assimilent parce qu'ils sont tannés de la confrontation : « Il croient qu'ainsi, ils auront la paix (peace and quiet). Je connais même des politiciens qui ont modifié leur nom pour réussir (à se faire élire). » Le député de Sudbury-est reconnaît sans jamais le dire, qu'il y a du racisme en Ontario. Selon lui, chaque nouvelle vague d'immigrants doit faire face à la crainte qu'elle suscite chez ceux qui sont déjà établis ici : la crainte des voleurs de job... et analogiquement, la crainte d'avoir à apprendre une autre langue, en l'occurrence le français, pour obtenir un emploi d'importance dans la fonction publique.

« I wish I could give you an easy answer... », soupirait-il à un moment donné au cours de l'entrevue, lorsque je commençais à le talonner, que je le ramenaiss à la question qui m'intéressait, comment rejoindre les « francogènes », dont 62% d'entre eux au Canada, vivent en Ontario, selon l'enquête CROP. Eli Martel mise beaucoup sur le système scolaire. Je lui soulignais les limites de cette approche, si on la considère hors de tout écosystème socio-culturel. En énonçant le terme « média », j'ai eù l'impression de



Le jeune leadership franco-ontarien ne doit pas s'isoler! (Photos : Jules Villemaire)

toucher une corde sensible. Il se lance aussitôt dans une dénonciation de la presse qui transmet une image négative du Québec et de la francophonie. Quelques minutes plus tôt, il m'avait suggéré qu'on pourrait diffuser des spectacles de musique ou de théâtre et du cinéma en français avec sous-titres anglais sur les canaux anglophones de télévision, non seulement à l'intention des « francogènes », mais aussi pour l'ensemble des anglophones.

En conclusion à une entrevue qui s'étirait, qui aurait pu durer plus longtemps, si ce n'avait été des contraintes de temps réciproques, Eli Martel se permet, très délicatement, de reprocher au leadership franco-ontarien traditionnel de ne pas être suffisamment sensibilisé aux dimensions communautaires et sociales de son milieu.

Au cours des quelque soixante-quinze minutes et plus de l'entretien, Eli Martel ne s'est jamais identifié à la communauté francophone. La réalité dont il est un exemple, ces descendants de francophones qui seraient récupérables, représente pour nous un défi. Les « francogènes » constituent un aspect de la francophonie que nous n'aurions jamais dû nier.★

1) L'agence de sondage CROP, de Montréal, dans une étude effectuée pour le compte du Secrétariat d'état en 1982, catégorise quatre types de « francophones » : les types I et II sont des « francogènes », qui sont d'origine francophone, mais ne le parlent plus à la maison (I) ou ne le parlent plus du tout (II). Le type II est évalué en Ontario à 19% de tous les « francophones ».